

Exécution programmée des activistes anglophones

Une nécessité ou une aberration ?



- L'Etat camerounais projette de faire assassiner sur le sol américain une dizaine de leaders sécessionnistes sur le sol américain.
- Les autorités américaines sont-elles au courant de ce projet ?

• **10 experts s'affrontent.** Pp.5-9

Présidentielle

Penda Ekoka s'allie à Maurice Kamto

P.2



NWR

Tense atmosphere in the region less than 24 hours to the start of election campaigns P.3

Travail et sécurité sociale

Grégoire Owona présente le bilan du septennat P.2

Garoua/Maroua

Le MINDHU évalue les travaux prioritaires d'infrastructures d'urgence P.3

Travail et sécurité sociale

Grégoire Owona présente le bilan du septennat

C'était hier au cours d'une conférence de presse.

La salle de conférences du ministère du travail et de la sécurité sociale (Mintss) s'est révélée bien étroite pour accueillir la masse de journalistes qui s'y est retrouvée pour échanger avec Grégoire Owona, sur le bilan du septennat finissant. Pour celui-ci, les avancées en matière de réduction des inégalités et des exclusions sociales sont immenses. Deux secteurs principaux ont ainsi été visés. Sur le plan de la sécurité sociale, le Mintss qui était accompagné du ministre de la communication et du Dg de la Cnps, a listé la transformation du statut de la Cnps qui est devenu un organisme de sécurité sociale, la dématérialisation du paiement des pensionnés, la mise en place de l'assurance volontaire, la mise en place d'un système de télé-déclaration...

Sur le plan de la promotion du travail décent, Grégoire

Owona a parlé de la création de plus de 1000 comités d'hygiène et de sécurité au travail au sein des entreprises assujetties, la signature et la mise en œuvre du programme pays pour le travail décent, passé entre le Cameroun et le bureau international du travail. On peut aussi parler de la réduction des délais, qu'il s'agisse des médailles d'honneur du travail, délais qui sont désormais de 6 semaines ; ou de l'agrément aux médecins, aux infirmiers et aux services médicaux de travail dont les délais sont de 8 semaines.

Il faut souligner que pour le ministre, on a surtout eu à expérimenter la nouvelle inspection du travail, afin de prévenir les conflits et les accidents de travail.

Mais il ne faut surtout pas croire que tout est beau dans le meilleur des mondes. Vu que pour le Mintss, il y a chantiers qui sont complexes. Il faut encore couvrir les popula-



Durant la conférence de presse

tions restantes, prévenir les risques professionnels de plus en plus variés dans le milieu du travail, promouvoir davantage la culture du dialogue social dans la résolution des conflits individuels et col-

lectifs de travail, lutter contre le travail des enfants...

Pour ce faire, le gouvernement a sa stratégie qui renferme : l'état des lieux de la sécurité sociale, la poursuite de la mise en place

des comités d'hygiène, l'extension des conventions collectives négociées à tous les secteurs, le renforcement des mécanismes du dialogue social...

Kami Jefferson

Ralliement à Maurice Kamto

Les explications de Penda Ekoka

Le conseiller du président de la république, coordonnateur du mouvement « Agir » a évoqué quatre raisons qui justifient son choix.

Parmi les raisons qui expliquent la décision du Conseiller du président de la république sortant Paul Biya de soutenir Maurice Kamto, figure en bonne place le programme politique du leader du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc). Vient ensuite l'expérience du candidat du Mrc, les meetings organisés sur le terrain et surtout la détermination de ce dernier de transformer, de moderniser et de changer le Cameroun. Car a-t-il indiqué, il y a « convergence de vues ». Le collaborateur de Paul Biya, bien que n'ayant plus accès à la Pré-

sidence de la république depuis près de six mois, note que le programme de Maurice Kamto qui prévoit le fédéralisme est une réponse aux différentes crises actuelles et surtout à la pauvreté ambiante. Or, comme aux Etats-Unis et au Canada, le fédéralisme peut faire ses preuves puisque les populations de ces pays sont à la base de leur développement. Cette position, Penda Ekoka l'a fait savoir au cours d'une conférence de presse donnée notamment hier 20 septembre 2018 à Yaoundé.

Appel aux autres candidats
Non sans avoir tenté de ral-

lier les autres formations politiques en compétition pour l'élection présidentielle du 07 Octobre 2018, Penda Ekoka explique que Maurice Kamto a justement la meilleure offre. C'est à ce propos qu'il invite les autres partis politiques à se situer derrière le candidat du Mrc, ancien membre du régime actuel. Aussi, son classement actuel n'est pas de nature à remettre son positionnement antérieur. Au contraire, il s'agit de « ne pas accepter » une situation qui perdure depuis bientôt 40 ans. C'est dans l'intérêt des popula-

tions que lui, Penda Ekoka, a décidé de mettre de côté son égo, tout comme il le souhaite pour les huit autres candidats afin de renverser l'ordre dirigeant actuel. Au final, sieur Penda Ekoka qui entend tout de même maintenir son mouvement « Agir » en fonction des résultats de la prochaine Présidentielle, appelle les électeurs camerounais, femmes, jeunes, hommes, de mettre de côté leurs intérêts particuliers et de se mettre de manière unanime derrière Maurice Kamto.

Hervé Ndongong

Communiqué

Le Directeur de publication du quotidien bilingue *Emergence*, informe ses lecteurs que le sieur Zéphirin Koloko, ne fait plus partie de l'équipe rédactionnelle dudit journal. Ce faisant, il ne peut plus se prévaloir de ce statut auprès de quiconque. Par conséquent, la rédaction se désengage de tout acte qu'il pourrait poser en son nom.

Garoua/Maroua

Le MINDHU évalue les travaux prioritaires d'infrastructures d'urgence

Les travaux prioritaires d'infrastructures d'urgence de Garoua, de protection des berges des Mayos Kaliao et Ziling et de construction du 2ème pont Mizao à Maroua, ont été lancés officiellement le 18 et 19 septembre à Garoua et Maroua par le Ministre Mbwentchou.

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Jean Claude Mbwentchou, a effectué une visite de travail dans les Régions du Nord et de l'Extrême-Nord, du 17 au 20 septembre 2018. Le mardi 18 septembre 2018, à Garoua, il était question pour le patron de l'habitat et du développement urbain de procéder au lancement officiel des travaux prioritaires d'infrastructures d'urgence décidés par le Chef de l'Etat et des travaux de voirie et de drainage à réaliser grâce au financement du Contrat Désendettement Développement (C 2 D). Et d'autre part, à la visite des chantiers de la CAN 2019 et des travaux de construction de 100 logements sociaux inscrits dans le cadre du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance au Cameroun (PLANUT).

Le chantier de construction des 100 logements sociaux du PLANUT (Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance au Cameroun) de Garoua est exécuté à hauteur de 60%. S'adressant aux responsables de l'entreprise en charge des



Le MINDHU évalue les travaux prioritaires d'infrastructures d'urgence

travaux, Jean Claude Mbwentchou a martelé que les délais de livraison dudit chantier sont épuisés. Il a néanmoins accepté un nouveau délai de grâce de

deux mois, question de finaliser le dit chantier.

Le 19 septembre 2018, le Ministre Mbwentchou a mis le cap sur Maroua, où en plus du lance-

ment officiel des travaux de protection des berges des Mayos Kaliao et Ziling et de construction du deuxième pont Mizao, il a apprécié les travaux de

construction de 100 logements sociaux du PLANUT et des voiries urbaines exécutés dans la ville.

Félix Swaboka

Tense atmosphere in the North West region less than 24 hours to the kick off of the 2018 presidential election campaigns

The denizens of headquarters of the North West region Bamenda got up this Thursday morning in fear and confusion not knowing what the day would look like. Most of the business men and travelling agencies remained closed in the early hours of the morning according to our sources for fear of the Ambazonians. The fear and confusion were told resulted from the fact that the secessionist had earlier declared that no vehicle would move out or into the region as from the 20th of September till October 10, 2018. According to what were told, it is a measure to perturb the kickoff of presidential election campaigns and eventually the voting process.

Our source said most passengers travelling into the interior of the region were stranded because of

the unavailability of buses. It added that moving from Bamenda to Kumbo, Bamenda to Fundong and Bamenda to Bafut were totally impossible.

One of those we talked to on phone said news in the late hours of Thursday circulated that the Ambazonians had postponed the date from the 20th to the 24th of September when they will start blocking circulation of persons and goods within and without the North West region in order to frustrate potential voters or candidates intending to carry out campaigns.

As the official date for campaigns to begin draws near, most inhabitants of the region have decided to buy and stock enough food in their houses as they believe things are going to be rough despite government's assurance of their security.

By Amos Muang Nsah

SUPER GRAND MIFI VOYAGE PLUS

Pour votre sécurité, votre confort, voyagez avec l'Agence Super Grand Mifi Voyage Plus.

Yaoundé-Bafoussam, Bafoussam-Yaoundé

Qui va lentement va sûrement, c'est notre devise à Super Grand Mifi Voyage Plus.



Super Grand Mifi Voyage Plus, c'est écouter, servir plus, pour une meilleure satisfaction.

Direction générale BP 6522 Yaoundé :
Terminus Miboman
- Agence Bafoussam :
Ndiandam aux agences.

Pour toutes réservations :
Yaoundé : 699 59 96 58
Bafoussam : 690 11 94 44/ 690 11 63 70

Infrastructures

La BDEAC revendique un portefeuille de 279 milliards FCFA au Cameroun

La Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) a injecté 279 milliards de francs Cfa dans le financement de divers projets sur le territoire camerounais, à fin juin 2018, annonce l'institution dans un communiqué officiel publié le 17 septembre 2018.

Le dernier financement accordé par cette banque d'investissements au Cameroun est relatif à la finalisation d'un projet privé de construction d'une usine de transformation de fèves de cacao dans la ville de Kribi, dans le Sud du Cameroun. La BDEAC y a injecté une enveloppe de 7,2 milliards de francs Cfa.

Cette institution sous-régionale, qui intervient aussi bien aux côtés des Etats que des opérateurs du secteur privé, a concentré ses investissements ces dernières années au Cameroun, sur la construction des infrastructures, notamment dans le domaine des transports et de l'énergie.

Dans le secteur de l'énergie, l'on se souvient, par exemple, que la BDEAC a participé à hauteur de 20 milliards de

francs Cfa, à la construction du barrage de retenue de Lom Pangar, la plus grosse infrastructure de ce type jamais construite au Cameroun, avec une capacité de retenue de 6 milliards de m³ d'eau.

En ce qui concerne les infrastructures de transport, la BDEAC a injecté 25 milliards de francs Cfa dans la construction de la route allant de Kumba à Mamfé, dans la région du Sud-Ouest au Cameroun, tronçon routier reliant la capitale économique du pays au Nigeria. L'institution est également partie prenante dans la construction de la route Sangmélina (Cameroun)-Ouessou (Congo), projet routier intégrateur dont la finalisation côté camerounais, se heurte à des difficultés depuis quelques années.

Oscar Onana



Mines

Le gouvernement rappelle à l'exploitant minier australien Canyon Resources que le pays ne saurait brader ses ressources

En lançant la dernière phase de recherche sur les gisements de bauxite de Minim-Martap et Ngaoundal, le 17 septembre dans la partie septentrionale du Cameroun, le ministre des Mines, Ernest Gwaboubou, a rappelé à l'opérateur Camalco SA, filiale camerounaise de Canyon Resources Ltd, l'importance de ce projet minier pour l'Etat.

Dans son allocution de circonstance, M. Gwaboubou a martelé : « Le gouvernement ne saurait brader les ressources de notre pays : c'est pourquoi son souci majeur est d'avoir un développement durable de la mine qui soit économiquement rentable, écologiquement acceptable et socialement viable, avec une attestation particulière sur le contenu local ».

En guise de réponse, le directeur général de Camalco, Philippe Gallagher, a indiqué que ce projet offrira 500 emplois directs et il y aura des travaux sur le che-

min de fer permettant d'évacuer la bauxite; puis suivra l'élargissement de cette ligne ferroviaire jusqu'à la cité balnéaire de Kribi, où se trouve un port en eau profonde.

La junior-minièrre australienne Canyon Resources s'est engagée auprès du gouvernement camerounais à mobiliser plus de 6 milliards FCFA pour des recherches qui vont s'étendre sur une période de 3 ans non renouvelable.

Les gisements de bauxite de Minim-Martap et Ngaoundal ont un potentiel provisoirement estimé à 554 millions de tonnes.

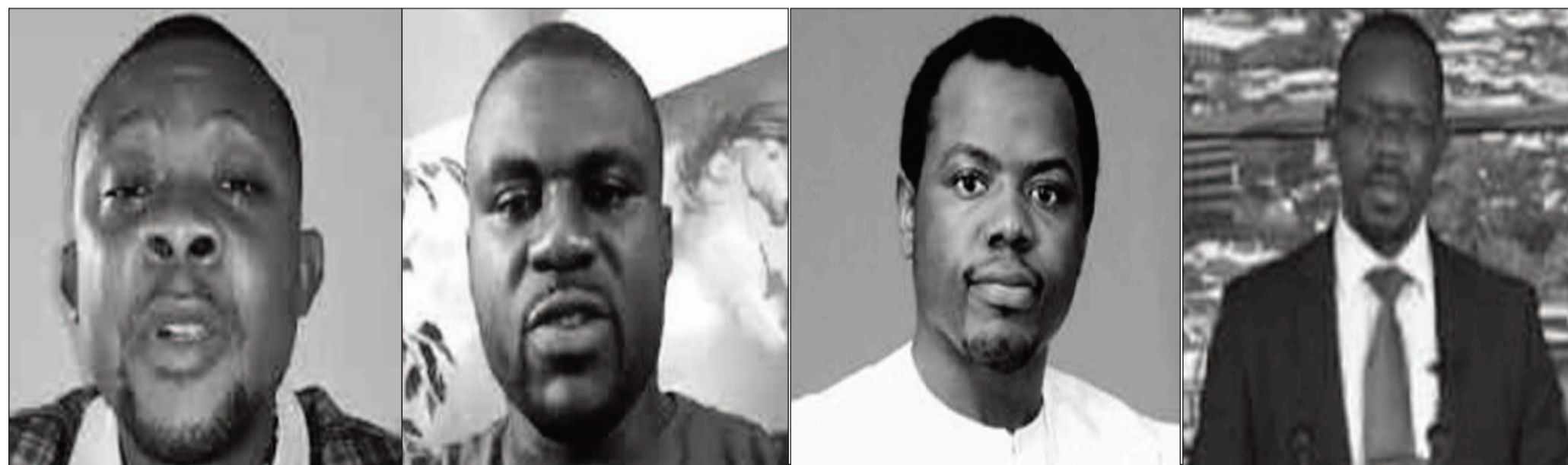
O.O



Ernest Gwaboubou



Christopher Anu , John Mbah Akuroh, Mark Bareta et Samuel Ikome Sako



Success Nkongho, Eric Tataw Tano, Ivo Tapang Tanku et Mbu Taka Milton

Crise anglophone

On élimine les facteurs gênants

Question autour de la stratégie de Paul Biya de faire exécuter des leaders sécessionnistes.

La note, signée du délégué général à la sûreté nationale (Dgsn), et datant du 15 août 2018, est destinée à la direction générale de la recherche extérieure et à toutes les ambassades. Selon l'instruction de Martin Mbarga Nguelé, une dizaine d'activistes sécessionnistes sont visés : Samuel Ikome Sako (nommé en février dernier à la tête du gouvernement sécessionniste anglophone après l'arrestation au Nigeria et l'extradition au Cameroun en janvier de Julius Sisiku Ayuk Tabe et autres), John Mbah Akuroh (ex-journaliste à la Crtv), Ashu Kingsley Ndip, Ivo Tapang Tanku,

Emma Larry Daniel, Success Nkongho, Mbu Taka Milton, Akoson Pauline Diale, Mark Bareta, Christopher Anu et Eric Tataw Tano.

En effet, il est demandé de les interpellier afin de les mettre à la disposition de la Dgre. L'instruction du chef de la police camerounaise semble ne pas se limiter à l'arrestation et à l'extradition de ces individus contre lesquels –pour certaines– un mandat d'arrêt international avait déjà été émis par la justice camerounaise l'année dernière. Elle précise aussi que si ces présumés sécessionnistes opposaient une résistance à leur capture, il faudrait les « effacer ». Autrement dit, les éliminer,

dans les « plus brefs délais ». Il est alors requis des destinataires directs du message de prendre toutes les dispositions pour que cette instruction, qui émane de « l'ordre hiérarchique suprême », soit respectée.

Notons que, comme l'indique la note, tous ces gens sont domiciliés à l'étranger, la plupart aux Etats-Unis. Et, qu'à ce jour, les sbires de la Dgre sont sans doute à leurs trousses.

Le projet est réalisable, vu qu'avec les moyens de l'Etat, tout est possible. On se souvient encore de l'affaire Guerandi Mbara, l'expulsé de 1984, dont l'effacement avait été rapporté par Jeune Afrique. Il aurait alors

été enlevé, ramené au Cameroun et liquidé. Même dans un passé récent, ce ne sera pas la première fois que le Cameroun lance une telle opération à partir d'un sol étranger. C'est ce qui s'est passé en janvier avec les Sisuku Ayuk Tabe et cie, capturés au Nigeria avant d'être exfiltrés au Cameroun. La question qui se pose est celle de savoir si le régime de Paul Biya peut mettre la main sur autant de personnes ou les neutraliser sur le territoire américain, sans que cela ne fasse de vague. Dans tous les cas, ces éliminations sommaires, si cela avait lieu, serait considérées comme des assassinats extrajudiciaires.

Cette semaine, nous avons posé les questions suivantes à nos experts : Que penser du choix fait par Paul Biya d'éliminer des individus même nuisibles en territoire étranger ? Est-ce que cela ne s'apparenterait pas à des exécutions extrajudiciaires telles qu'on l'a vécu avec Guerandi Mbara ? Quand on voit comment le Cameroun a été capable de monter une opération d'extradition des Sisuku Ayuk et compagnie, de telles exécutions sur le territoire américain pourraient-elles se faire sur le dos des autorités américaines ? Faut-il encourager cette stratégie de Paul Biya ?

Kami Jefferson

Georges Nyazang Boyokino, *expert en communication politique*

« Aux grands maux les grands remèdes »



Nous ne sommes pas au bout de notre étonnement sur la gestion qui est faite du flux d'informations sur la crise anglophone depuis que celle-ci a cours. C'est une "guerre des trois" dont nous connaissons le grand vainqueur après le scrutin présidentiel du 7 Octobre prochain. D'un côté, il y a ces activistes qui par vidéos et vidéo-conférences interposées, narguent un État et un gouvernement souverains, commanditent des assassinats et des kidnappings, sans que cela n'émeuve une quelconque presse; d'un autre côté, le gouvernement qui se sent

agressé dans ses propres installations procède à la "réponse du berger à la bergère"; enfin, il y a les médias, neutres ou partisans qui, selon leur bord sociologique, manipulent les esprits pour ou contre. Les tristes expériences qu'ont connues certains pays non loin de nous, devaient nous prémunir face à ce qui nous arrive aujourd'hui.

Je suis particulièrement embêté de constater que certains occidentaux avisés et amis de l'Afrique, à l'instar du journaliste Belge Luc Michel, n'ont cessé de multiplier les mises en garde sur la déstabilisation planifiée du Cameroun par camerounais interposés, telle que nous l'avons observé en Libye, en Tunisie ou en Egypte. Paradoxalement et fort curieusement, les camerounais regardent avec force admiration une vidéo dans laquelle un groupe de sécessionnistesambazoniens

défie l'armée camerounaise à partir d'un camp d'entraînement dans le département du Lebialem; ils regardent avec force admiration une vidéo-conférence dans laquelle un groupe de camerounais planifie l'embrasement du pays à partir de fin septembre, oubliant les souffrances qu'endurent les familles restées au pays, du fait du stress qu'entraîne ce conflit absurde et à l'issue incertaine. Je suis d'autant plus embarrassé que de constater que, lorsque les États-Unis, la France ou la Russie se sentent agressés, quand bien même ce serait le fait d'un de leurs citoyens, ils le traquent et le kidnappent ou l'assassinent où que celui-ci se trouve, au mépris des conventions internationales y relatives. Je voudrais pour mémoire rappeler la capture et l'assassinat de Ossama Ben Laden, l'assassinat du ministre Libyen du pétrole de Kadhafi en

Suisse, la capture et l'extradition du Président Laurent Gbagbo de Côte d'Ivoire.

Pourquoi aujourd'hui un communiqué du DGSN doit causer un tintamarre lorsqu'on sait que plus de 400 camerounais ont déjà laissé leur vie à cause de ces hors-la-loi qui financent les crimes à partir des pays qui entretiennent pourtant des relations diplomatiques avec le Cameroun, sans en être inquiétés? La vie de ces quelques récalcitrants est-elle plus précieuse que celle des centaines de nos concitoyens qui ont succombé du fait de leur initiative?

Ces activistes devraient déjà être condamnés par contumace et donc, qu'ils soient extradés ou assassinés hors de notre territoire n'est que justice, car beaucoup de sang a coulé et continue de couler. Pour me répéter, Ossama Ben Laden était Saoudien, il est le père de l'attentat du world trade center

aux États-Unis le 11 septembre. Il fut froidement abattu par une expédition militaire pilotée à partir de la Maison Blanche, en territoire pakistanais. Quel procès avez-vous fait aux Américains? Parce que le ministre Libyen du pétrole détenait des informations précieuses sur le financement de la campagne électorale de Nicolas Sarkozy par le guide Libyen MouhamarKadhafi, il a été retrouvé mort dans une piscine en Suisse, donc hors du territoire Libyen. Quelle suite a-t-elle été réservée à ce dossier? Nous le réitérons à la suite de notre Chef d'État, le Cameroun restera un et indivisible. Les activistes installés outre-Atlantique sont coupables de crimes de guerre et crimes contre l'humanité au même titre que les militaires qui ont été interpellés pour bavure ou exécutions sommaires.

Fabrice Yap Mouchili, *Analyste politique*

« Cette stratégie de Paul Biya est à décourager avec la plus grande énergie »



Je ne saurai me lancer dans une nouvelle analyse sans féliciter toute la rédaction du quotidien "Emergence" pour l'attention particulière qu'elle porte à cette crise qui chaque jour. Pour revenir à vos interrogations, cette forme

de manœuvre d'un autre siècle que la haute hiérarchie de l'Etat veut mettre en branle est de nature à envenimer la situation. Cela relève purement de l'assassinat et met en relief le penchant martial de nos dirigeants en lieu et place du tact diplomatique managérial. Eliminer ces frères en disgrâce en territoire étranger serait maladroit et inconséquent, car pouvant créer une affaire similaire à l'affaire skripal qui fait les gorges chaudes entre le bloc occidental et la Russie. Il y a des accords bila-

téraux entre le Cameroun et le Nigéria permettant à l'appareil judiciaire camerounais de poursuivre et d'extrader ses citoyens du sol Nigérian pour le Cameroun, pourvu qu'il n'ait pas le statut de réfugié; c'est ce qui a facilité l'arrestation de la bande à Ayuk. C'est également au nom de ces accords que dans le cadre de la lutte contre BokoHaram, notre armée pouvait tranquillement poursuivre l'ennemi en territoire Nigérian et réciproquement. Mais dans le cas d'espèce, il n'y a pas forcément

d'accord de cette nature entre le Cameroun et ces pays anglosaxons où résident ces compatriotes en disgrâce. En traduction, "la haute hiérarchie" se verra obligée d'appliquer le plan "B" et cela sera sans aucune autre forme de procédure classée dans le giron des exécutions extrajudiciaires. Le Code Pénal de notre pays prévoit la peine de mort mais suivant une procédure bien établie et garantissant tous les droits aux personnes concernées. Si jamais un pareil plan est exécuté sur le sol améri-

cain, une crise des plus belliqueuses sera à envisager avec le pays de Trump. Inutile de rappeler qui sera le perdant, il est connu de tous.

Cette stratégie de Paul Biya est à décourager avec la plus grande énergie. Notre pays a déjà assez de problèmes et ça ne servirait à rien d'en rajouter. Nous pouvons solliciter le soutien d'interpol et si jamais cela est impossible, la "haute hiérarchie" doit envisager un dialogue avec les concernés et c'est ce qui est réclamé et tant souhaité par tous.

Mindja Zam Georges, *conseiller Municipal de la Mairie de Bertoua 2^{ème}*

« Cette option prise par le chef de l'État est la meilleure »



Dans les régions du sud-ouest et du nord-ouest, la question de l'insécurité est restée au cœur des débats. Attribuée aux divers groupes installés, tant à l'intérieur, qu'à l'extérieur du pays, l'insécurité de cette zone reste une source probable de la déstabilisation de notre cher et beau pays. Pour remédier à cet état de choses, Paul Biya, Président de la République du Cameroun et garant la sé-

curité et de la paix du pays, se doit à cet effet de trouver toutes les mesures fortes qui permettraient de défendre l'intégrité territoriale. En comptant donc de recourir à certaines pratiques, nous pensons que le chef de l'État semble avoir trouvé utile de traquer tous ceux qui sont de près ou de loin, actionnaires du terrorisme au Cameroun. Quoiqu'il en soit, faire la chasse aux rebelles basés à l'étranger est une option qui pourrait nous aider à combattre cette idéologie terroriste par tous les moyens possibles.

Pour nous, le terrorisme que nous observons tous ces derniers temps n'est pas de l'imaginaire ou une légende. Il s'agit là d'un événement malheureux qui frappe les populations des régions sus évoquées, qui

n'avaient commis aucun crime. Concrètement, pour normaliser la vie des citoyens dans cette partie du pays, il n'est point besoin des exécutions extrajudiciaires, mais de construire un pays libéré des conflits, au sein duquel nos concitoyens pourraient en bénéficier. Nous ne sommes pas sans ignorer que de nombreux pays qui font face à des conflits opposant leurs citoyens entraînent souvent des confrontations qui ne s'achèvent plus souvent. C'est pour ce faire que S.E.M Paul Biya, voudrait continuer à perpétuer la paix au Cameroun, car il n'y a jamais eu de conflit ou de guerre entre des groupes identitaires, qu'ils soient tribaux, claniques, ethniques ou linguistiques. Il est donc opportun que le chef de l'État anticipe sur

ce genre d'incidents ou de dérapages souvent irréparables.

S'agissant de l'extradition de certains rebelles terroristes qui se cachent aux États-Unis, il n'est pas utopique de rappeler que le Cameroun a toujours eu un renforcement constant de ses rapports avec l'administration américaine et que ses relations sont vieilles de 60 ans. Donc, il existe des liens solides avec une coopération étroite. Pour ce genre de cas d'extradition, il faudrait davantage travailler plus étroitement avec le pouvoir américain actuel et ensuite mieux coordonner les efforts en renforçant leur alliance pour la résolution de cette crise sociopolitique. Et, pour mieux réussir à cela, une approche stratégique meilleure devrait être faite plus efficace-

ment pour extraditer les belligérants qui se cachent aux États-Unis. Mais, connaissant le président de la République qui ne se précipite jamais lorsqu'il faut prendre un acte, nous pensons que s'il a jugé opportun de le faire, c'est parce qu'il sait que cela portera les fruits. Aussi vrai qu'il s'est attaqué à ce dossier épineux, nous ne pouvons que penser que cette option prise par le chef de l'État est la meilleure. Que l'on soit d'accord ou pas avec cette méthode, on doit reconnaître cependant, que celui-ci est entrain de mettre toute son expertise, utilisant la marge de manœuvre que lui confère la constitution, pour ramener la paix sociale dans les régions du sud-ouest et du nord-ouest.

Léon Theiller Onana, *homme politique*

« Il faut questionner la maturité de cette décision »



Le Cameroun est à la croisée des chemins. 2018 est l'année du dernier virage, du tournant décisif. À l'élection présidentielle qui cristallise les attentions et suscite les inquiétudes, se greffe de plus en plus la crise anglophone et les mesures inappropriées et dépassées par les événements que le régime prend chaque jour.

Paul Biya est visiblement dépassé par les événements, son bilan catastrophique sur tous les plans le contraint à prendre des mesures disproportionnées face aux crises qui secouent la stabilité de notre pays, d'où l'urgence de rénover la classe politique camerounaise et de redynamiser l'administra-

tion. La crise anglophone vient révéler au grand jour, les méthodes à l'emporte-pièce qui ont toujours été utilisées par ceux qui nous gouvernent depuis 36 ans et qui procèdent toujours par embuscade.

Lancer un mandat d'arrêt contre ceux qui donnent les mots d'ordre meurtriers, contre ceux qui financent et toutes les personnes de près ou de loin qui motivent ces fauteurs de troubles à semer la terreur est une démarche légaliste, mais non opportune. Seulement, est-ce la solution ? Quand on sait que ces pays vers qui sont adressées les demandes d'extradition ne donneront jamais des suites favorables en utilisant l'argument des « droits de l'homme » qu'ils ont l'obligation de respecter. Il faut donc questionner la maturité de cette décision du chef de la police camerounaise qui est un simple exécutant de Paul Biya. Le choix de Paul Biya de répliquer par la terreur surtout en territoire étranger et dont le document a été rendu public prouve que le régime est au crépuscule de son règne. Des documents confidentiels comme ceux-là, ne doivent en

aucun cas circuler à l'attention du grand public. Et est-ce la réponse adéquate que Biya Paul a trouvée pour solutionner la crise anglophone qui divise le pays ? Sachant que toutes les personnes citées dans ce document qui circule, ont un ancrage social dans ces parties du territoire, n'est-ce pas là une autre manière de jeter de l'huile sur le feu au lieu de l'éteindre ?

Pourquoi le régime refuse de se poser de bonnes questions, sachant que depuis le début de ladite crise, les terroristes « ambazoniens » sont tués chaque jour et que cela ne semble visiblement pas les affaiblir, même si au passage, nous devons saluer la bravoure et le professionnalisme de notre armée, au-delà de quelques brebis égarées qui posent des actes isolés...

L'affaire Guerandi, si on peut l'appeler ainsi est restée dans le flou parce que ça n'impliquait pas une partie du territoire, mais un individu qui n'avait eu aucun ancrage social et surtout presque inconnu de l'actuelle génération. Cette affaire malheureusement passée inaperçue ne devrait pas laisser croire aux

autorités camerounaises que les « exécutions extrajudiciaires et extraterritoriales » pourraient ne pas avoir des répercussions politiques sur notre pays.

Ceux qui conseillent au président sortant de procéder à la Machiavel ne l'aident pas et n'aiment pas ce pays. Je ne vois pas comment un meurtre pourrait se dérouler sur le sol belge ou anglais, voire français sans que cela puisse avoir des répercussions et que des liens ne puissent être établis avec la crise anglophone que le gouvernement gère en procédant par la tactique du « pourrissement ». Ce n'est pas parce que le gouvernement nigérian a aidé à l'arrestation de SISSIKU AYUK et compagnie que probablement, ce sera le cas partout ailleurs.

Il faut relever que les relations que nous entretenons avec le Nigeria de BUHARI sont mieux que celles que nous avons eues au tout début de la crise sous l'ère de Goodluck JONATHAN. Ce n'est donc pas certain qu'après le régime qui est au pouvoir au Nigeria en ce moment, l'autre équipe qui arrivera après ne publiera pas les informations confi-

dentielles liées au scénario qui avait permis l'arrestation d'AYUK.

Je n'oserai même pas imaginer les américains valider de telles pratiques, lorsqu'on connaît le souhait exprimé de la diplomatie américaine de voir Biya quitter le pouvoir.

À la lecture dudit document, il est tout de même inquiétant de constater l'amateurisme qui se dégage dans les différentes mesures que prend le gouvernement pour résoudre la crise anglophone. Paul Biya est-il vraiment au courant de tout ce qui se passe dans ce pays qu'il a hérité du feu président AHIDJO ? Parce que s'il était véritablement au parfum de toutes les informations et surtout les vraies qui concernent les tueries, que ce soit de nos soldats qui meurent au front et ainsi que les habitants de ces zones qui fuient et d'autres qui sont tués, il prendrait d'autres mesures plus souples pour ramener les enfants mécontents du Cameroun autour de la même table afin que le calme revienne dans la maison Cameroun avant son départ à la retraite.

Aimé Cyprien Olinga, *président du front démocratique révolutionnaire*

« **Cela s'apparenterait à des exécutions extrajudiciaires** »



Le choix de Mr Paul Biya est une très mauvaise approche de la gouvernance. On ne

peut pas tolérer que ce genre d'agissement soit accompli par quelqu'un qui est garant de la sécurité du pays. C'est une mauvaise pratique d'une époque que nous croyons révolue. Si les gens sont en indécision avec la loi, je pense qu'il serait de bon ton qu'ils soient interpellés et gardés au besoin. Mais aller jusqu'à l'élimination physique, ce serait très mal fait.

Bien sûr que cela s'apparenterait à des exécutions extrajudiciaires. Et on ne peut pas accepter cela dans un état de droit. Il est aberrant de constater que notre Etat soit en train de s'orienter vers des solutions ne respectant pas les droits de l'homme. Il faut absolument condamner avec la plus grande énergie cette instruction. On ne comprend déjà pas

pourquoi des gens qui

sont réfugiés dans un pays doivent être exécutés en territoire étranger. Je pense que les autorités américaines qui sont très attachées à leur sécurité et surtout à leur souveraineté ne laisseraient peut-être pas une telle action impunie. C'est pour cela qu'il faut décrier cette situation, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. On ne doit pas exécuter les gens de manière som-

maire. Je doute fort bien que les autorités américaines acceptent qu'on vienne arrêter et interpellier les gens sans leur consentement et puis qu'on les extradite, comme on l'a vu au Nigeria, ou probablement qu'on vienne les exécuter sur leur territoire. A partir de ce moment-là, ce serait une incidence diplomatique qui aura du mal à passer.

Julio Oyie, *political analyst*

« **The State can use extrajudicial means to bring order, peace and calm in a Republic** »



It should first be noted that it is not very recurrent for the Yaoundé regime to resort to such methods. Apart from the case of Guérandi Mbara, there is almost no known case of this type of means of coercion under the Biya era. This leads to the inferen-

ce that the higher authorities surely have more than valid reasons for doing so.

Even the largest foreign powers resort to these methods from one time or another. It is true there are summary executions and extrajudicial executions, the State can use extrajudicial means to bring order, peace and calm in a Republic.

When Guérandi Mbara was in exile in Burkina Faso, he was not an object of any kind of hard work by the State of Cameroon. The fact that he has endured such an end since his amnesty proves that he did not have clean

hands, and that he was surely still harboring other malevolent intentions such as those of secessionists in the North West and South West regions. National security surely has elements that would justify their stalking or elimination. The Cameroon authorities have managed to extradite Sisuku Ayuk Tabe and company because there are security agreements between Cameroon and Nigeria, which is unfortunately not the case with the United States of America. And everything suggests that this is the reason why the Ca-

meronian police chief has undertaken to use stealthy means to put his hands on these enemies of modern times. However, this would only be possible if the US authorities decide to close their eyes. Given that the international arrest warrants have not produced any results, and that the status of the persons concerned is surely problematic, the American justice would not follow up the request of the State of Cameroon to extradite them.

This strategy can only be justified by the saying: the end will justify the

means. If these actions do not lead to an appeasement and perhaps even a return to calm in Anglophone regions, then the Cameroon authorities have thrown the shame on themselves! And this would demonstrate to no longer discuss that the Yaoundé regime is incompetent to find a way out of this crisis. It had already been noticed that they already imagine that this would be the case with the band's attestation to Sisuku Ayuk Tabe. Hopefully they will at least have identified the problem this time around.

Alain Fogue, *Mrc*

« **En éliminant ces personnes, ça n'élimine pas le problème** »



Si le gouvernement a choisi d'éliminer ces leaders qui sont exilés, c'est une catastrophe et ce n'est pas la bonne voie. Car, en éliminant ces personnes, ça n'élimine pas le problème. Le malaise des

compatriotes anglophones demeure. S'il suffisait d'éliminer les gens pour que le problème disparaisse, avec tout ce qui a déjà eu comme morts dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, la question anglophone ne serait plus militaire. Tout serait réglé.

Bien sûr que ça s'apparenterait à des crimes, ce d'autant plus que le rôle de l'Etat est de se donner les moyens de rechercher et d'arrêter ceux qui perturbent l'ordre public et les traduire devant la justice, et ceux qui sont sur le terrain opérationnel évidemment. Dans le

déploiement de la force militaire, l'Etat ne peut pas les décorer. Quelqu'un qui serait à Londres ou à New-York en train de dire qu'il n'est pas pour ce que le gouvernement fait dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest en quoi il est en situation de combat ?

S'il s'avère que cette note vient vraiment de la Délégation Générale à la Sureté Nationale, on peut se poser la question du mode opératoire. Est-ce que ça va se faire avec l'assentiment des autorités américaines ou alors ça va se faire de manière clandestine. C'est-à-dire

sans que les autorités qui hébergent les dites personnes soient au courant. En tout état de cause, d'un point de vue politique, c'est inadmissible parce qu'on ne peut pas penser que par la terreur de l'Etat, on peut faire disparaître un problème politique qui est là. Le problème est politique. L'armée est engagée depuis presque un an. Si c'était un problème militaire, l'armée l'aurait déjà réglé. Mais on constate qu'on perd des vies inutilement aussi bien du côté de ceux qui ont décidé de prendre les armes que du côté des

militaires. Tous les jours, des familles sont endeuillées sans que le problème ne soit résolu. Encore qu'on a l'impression que ça s'empire.

Il faudrait que ceux qui gouvernent reviennent à un moment à des meilleurs sentiments et fassent ce que tout le monde confond, leur a recommandé, à savoir le dialogue. Car, cette affaire ne peut se terminer que par une discussion politique au cours de laquelle ceux qui sont en prison et en exil doivent venir poser leurs problèmes et être écoutés.

Kum Paul, *Barrister*

« **The best strategy to Paul Biya is to initiate inclusive dialogue** »



The law of war does not allow proclaiming either an individual belonging to the hostile army, or a citizen, or a subject of the hostile government, an outlaw, whomaybeslainwithout trial by any captor, any more than the modern law of peace, allowssuch international outlawry; on the contrary, it abhors such outrage. The sternest retaliation should follow the murder committed in consequence of such proclamation, made by whatever authority. Civilized nations look with horror upon offers of rewards for the assassination of enemies

as relapses into barbarism. General Orders further provided that soldiers may be killed as long as they are not individually singled out, or their deaths achieved as a result of a bounty placed upon their head. The most important difference of the code, however, was the substitution of outlawry for treachery as the definition of assassination. Within ten years, however, this concept was widely adopted, making the Lieber Code a model for the rules of war of other nations.

The formulation of a body of international treaty law that restricts the practice of assassination began with the Brussels Conference of 1874. Although it was never ratified as a valid legal instrument by the United States, the declaration produced by this conference adopted a traditional view of the historical standard, denouncing any "treacherous attempt on the life of an enemy." The declaration did not explicitly connect the

practice of treachery with assassination, however. The Hague Peace Conferences of 1899 and 1907 produced a number of major international instruments, including the Convention on the Law and Customs of War on Land. Although modelled on earlier works, this treaty was the first multinational codification of the laws of land combat to be adopted. Article 23(b) of the annex to this convention stated that "The right of belligerents to adopt means of injuring the enemy is not unlimited, it is especially forbidden . . . to kill or wound treacherously individuals belonging to the hostile nation or army." This article is now held to embody the customary rule of treachery, and is widely interpreted to re-link the practice of treachery with the act of assassination. So from the analysis I have just made, Paul Biya has no right to eliminate whosoever, no matter the crime committed.

If the head of state carries out his act of eliminating those whose names are cited above it will really mean he carried out extrajudicial killings. It will be something illegal. Extrajudicial killings are illegal executions unlawful or felonious killings and forced disappearances. These are forms of extrajudicial punishment, and include extrajudicial executions, summary executions, arbitrary arrest and detentions, and failed prosecutions due to political activities of leading political, trade union members, dissident and/or social figures, left-wing political parties, non-governmental organizations, political journalists, outspoken clergy, anti-mining activists, agricultural reform activists, members of organizations that are allied or legal fronts of the communist movement like "Bayan group" or suspected supporters of the NPA and its political wing, the Communist Party of the Philippines (CPP). The killings-

will not only be like what was witnessed in Guerandi Mbarait also occurred in many regions or places throughout the Philippines in different times - 136 killings in Southern Tagalog region were recorded by human rights group Karapatan from 2001 to May 19, 2006.

America like I have often said is not an African country that can easily be manipulated. We all witnessed the fact that even the American Ambassador here in Yaounde has been uneasy to manipulate not to talk of all whole country like the US. American to cut things short isn't Nigeria that easily facilitated the extradition of Sisiku Ayuk Tabe and co. The best strategy is dialogue. Instead of trying to clamp down on the secessionists, eliminate or imprison them, let's look for long lasting solutions to the matter. As you kill, others with the same ideology are coming up.

Cyrille Ngoua, *Coach Consultant en Management*

« **Biya doit éviter un scandale de dernière minute** »



Il faut reconnaître que malgré la fallacieuse assurance que semble afficher le pouvoir en place, la tournure que prend au quotidien la crise Anglophone lui impose déjà d'aller au bout de la logique qu'elle a choisie depuis le déclenchement de celle-ci à savoir la répression, l'anéantissement total du mouvement rebelle dans les Régions Anglophones. A aucun moment, le gouvernement n'a accordé la priorité au dialogue. En

dehors de quelques rencontres jugées sans réelle pertinence dans la mesure où elles mettaient en face d'un côté des membres influents du Gouvernement mais de l'autre, des interlocuteurs qui ne détiennent aucune véritable responsabilité dans ce mouvement sécessionniste.

En outre, les différentes mesures prises par Paul Biya et son équipe dans le but d'apaiser les tensions dans les Régions en crise du Nord-Ouest et Sud-Ouest ont soit eu un effet folklorique. C'est le cas de la traduction du code Ohada, de l'introduction d'une section Anglophone à l'Enam ou de la mise en place de la fameuse commission du Bilinguisme et du Multiculturalisme ; soit encore qu'elles ont purement et simplement permis de radicaliser

davantage les positions des parties et surtout d'intensifier les combats. C'est par exemple le cas des nominations des ministres Anglophones à la tête des portefeuilles importants comme les Enseignements Secondaires et surtout au Minat où trône désormais, le va-t-en-guerre Paul Atanga Nji. En somme, ces mesures n'ont pas nécessairement eu l'effet escompté. Il est donc évident que pour ne pas perdre la face devant la communauté internationale et surtout pour avoir la certitude d'organiser les prochaines élections dans les Régions Anglophones dans un calme relatif, le président Biya est prêt à tout pour détruire la base nourricière de ce mouvement qui est implantée aux Etats-Unis. Morts ou vifs, peu importe. Il est ques-

tion de neutraliser ou mieux de réduire au silence toutes les forces vives de ce mouvement identifiées comme tel et vivant au pays de l'oncle Sam. Mais cette opération d'extradition ou d'exécutions extrajudiciaires pourrait-elle se dérouler aisément sur le dos des autorités américaines et surtout au siège mondial des Droits de l'homme? Pourra-t-elle connaître le même succès que celle menée tambours battants lors de l'extradition des Sisiku Ayuk et compagnie du Nigéria vers le Cameroun où ils croupissent, sans aucune garantie d'un procès équitable, dans les geôles de Yaoundé ? Certes, le Cameroun a souvent réussi de tels actes de barbaries en d'autres temps et sous d'autres cieux comme le cas de Guerandi Mbara

que vous évoquez, mais il est certain que les Etats-Unis ne laisseront absolument pas prospérer une telle barbarie sur leur territoire. On ne saurait nullement encourager le Président de la République à réaliser ce plan diabolique. Surtout pas en ce moment où il se trouve comme huit autres candidats engagés dans la campagne pour l'élection présidentielle du 7 Octobre prochain. Et même si son parti le RDPC semble présenter les meilleures garanties pour la victoire finale de son candidat, il serait toujours prudent de s'abstenir de poser des actes qui pourraient contribuer, même à la dernière minute, à entamer cette grande assurance.

Propos recueillis par la Rédaction

Football

La Fécafoot menace le Minsep

La Fédération Camerounaise de Football a clairement menacé d'en appeler à la Fifa pour une quelconque ingérence du Ministère des Sports et de l'Education physique.

La mise au point est claire. « La tutelle du Ministère des Sports et de l'Education physique c'est la primature, c'est la présidence. Et celle de la Fécafoot c'est la Fédération Internationale de Football Association, en l'occurrence ». La mise en garde en devient alors cinglante. « Si d'aventure, le ministère des Sports interviendrait dans ce processus, cela serait considéré par la Fifa comme une ingérence ». Ainsi parlait hier Parfait Siki, le responsable de la Communication de la Fédération Camerounaise de Football. Il réagissait sur les ondes de notre confrère de Skyone Radio. Il était question pour lui de dire ce qu'il en est d'une correspondance du ministre des Sports et de l'Education physique visant à obtenir le report de l'Assemblée Générale extraordinaire de la Fécafoot prévue le 27 septembre prochain. « Je n'ai pas connaissance de cette correspondance, si elle existe. Et en tout état de cause, il faut bien que l'on sache ce qu'on veut », a-t-il déclaré. Avant d'affirmer qu'« il n'y a aucune communication contraire. Nous restons sur la convocation de l'Assemblée Générale extraordinaire décidée par le président du Comité de Normalisation. Et vous avez bien vu que toutes les autorisations ont été obtenues de la part de l'autorité administrative pour la tenue de cette assemblée générale extraordinaire ». Dans son désir d'autant marquer une certaine inflexibilité de la Fécafoot qu'un certain mépris pour le Ministère des Sports et de l'Education Physique, le responsable de la Communication précise que « la dernière (assemblée Générale extraordinaire, ndlr) qui avait été convoquée par le président du Comité de Normalisation avait été suspendue, reportée à plus tard par la Fifa. A ce jour, il n'y a aucune démarche de la Fifa qui soit intervenue



pour a été entreprise pour reporter cette assemblée générale extraordinaire. Donc au moment où nous parlons, la seule personne qui peut de nouveau interrompre ce processus c'est le président du Comité de normalisation. Or il est déterminé à aller au bout du processus qui aura donc lieu le 27 septembre au Centre d'Excellence de la CAF de Mbankomo ».

Cassure

Au-delà de l'existence ou non de la correspondance sus évoquée, on se rend bien compte à travers les propos tenus par la Fédé-

ration Camerounaise de Football qu'on est bien loin des « le Minsep et la Fécafoot travaillent ensemble » de convenance. Car il y a la volonté de montrer toute l'indépendance de l'association en charge du football dans notre pays vis-à-vis du ministère en charge de réguler toute l'activité sportive nationale. Cette position vient alors remettre au gout du jour le fait qu'il y a quelques semaines encore, le président du Comité de Normalisation déclarait ouvertement qu'entre le ministre des Sports et de l'Education

Physique et lui ce n'était pas la bonne entente. Cela vient donc se confirmer car à en croire le responsable de la Communication, si l'on veut que le processus de normalisation de la Fédération Camerounaise de Football s'achève, il vaut mieux laisser le Comité de Normalisation poursuivre ses activités normalement. « Et si on ne veut pas qu'il s'achève, et qu'on se sent à l'aise avec l'équipe de Maitre Happi, il faut simplement qu'on le laisse continuer à travailler », a-t-il encore dit entre autres.

Alfred Epacka

Commentaire La Fécafoot n'a pas fini de gouverner le Cameroun

Au commencement, il a d'abord été question d'adapter la loi camerounaise en matière de sport aux textes de cette association. Les « amis » d'hier ont travaillé en synergie. Et ils ont vu que cela était bon. C'était le temps de « l'union sacrée » autour d'un objectif commun, une raison d'Etat.

Ils ont cheminé ensemble pour obtenir de la Fédération Internationale de Football Association que le Comité de Normalisation ait le temps de terminer son œuvre. Il a ensuite été question de respecter la période de l'élection présidentielle dans notre pays. Aussi a-t-il été, davantage décidé que suggéré, de laisser

passer cette période délicate avant toute mise en route des travaux de finition de la Normalisation de la Fédération Camerounaise de Football. Mais la fin des temps arrive. Et il est question que chacun prépare son avenir. Le Comité de Normalisation déclare alors ouvertement sa désolidarisation en

brandissant la menace de qualification d'ingérence. Mais cela est peut-être un présage. Rien ne dit que cette mise à l'écart du Ministère des Sports et de l'Education Physique ne se prolonge au cœur même des textes qui seront soumis à l'adoption le 27 septembre prochain. Il ne sera donc pas étonnant de voir la

Fédération Camerounaise de Football se débarrasser de tout ce qui donne une parcelle de droit de regard au Gouvernement, dans la limite que permet la charte des sports et en fonction des méthodes de contournement décelés. C'est que le football est roi. Il défie tout et tous.

RDC

L'ONU inquiète face à l'augmentation des violations des droits de l'homme

Le départ annoncé de Joseph Kabila du pouvoir n'a pas réduit le volume des violations des droits humains commises en RDC.

C'est en tout cas ce que dit le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme. Il a dévoilé ce mercredi son rapport et ses statistiques pour le mois d'août. A moins de cent jours des élections, la Mission de l'ONU en RDC, la Monusco, se dit très inquiète.

Intimidations, arrestations arbitraires, meurtres : 66% de toutes les violations de droits de l'homme commises dans le pays au moins d'août sont attribués aux forces de l'ordre. C'est deux fois plus qu'en juillet. Notamment à cause d'une hausse des violations à caractère politique que ce soit des menaces, des interpellations, ou la répression de manifestation par exemple. C'est la police qui est pointée du doigt et ce

sont les membres des partis politiques qui en sont les plus victimes.

Autre chiffre préoccupant pour l'ONU, depuis la désignation d'un dauphin de Joseph Kabila début août, le Bureau des Nations unies a enregistré un nombre élevé de menaces verbales ou physiques. Plus d'un cas tous les deux jours. Une quarantaine de personnalités sensibles ont vu leur sécurité. Parmi elles : 29 défenseurs des droits de l'homme, 10 témoins dans des affaires de violences et même un journaliste.

Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme se dit également inquiet par le nombre d'exécutions extrajudiciaires et sommaires dans le pays. En moyenne, une personne tuée par jour par les forces de l'ordre, le



Un policier à Kinshasa, en RDC, le 25 février 2018.

double par des groupes armés. Dans l'Est, les FDLR et Mai-Mai Mazembe res-

tent les groupes principalement pointés pour le Nord-Kivu, les FRPI en Ituri et

des factions de Raiya Mutoomboki au Sud-Kivu.

Source Rfi Afrique

Guinée

Manifestation du Balai citoyen devant la Cour constitutionnelle

Il s'agit de protester contre un « putsch constitutionnel » en cours au sein de cette institution. Des frondeurs ont annoncé avoir destitué leur président qui au vu de la loi est élu pour neuf ans non renouvelables.

« A bas les corruptus », « A bas les corrupteurs », c'est par ces slogans que les manifestants ont entamé la série des discours devant la Cour constitutionnelle protégée pour la circonstance par quelques gendarmes bien disciplinés. « Nous sommes là toute la journée. Est-ce que nous sommes prêts à lutter contre les fraudeurs de la République ? », déclare un porte-parole. « Oui, oui », répond la foule.

Dans les discours, les manifestants ont qualifié cette tentative de destitution de Kéléfa Sall de « putsch constitutionnel ». « Nous disons à tous les putschistes, à leurs complices, que le chef de l'Etat pour lequel on a beaucoup d'estime et de respect est à son second et dernier mandat. Le 21 décembre 2020, le

Balai citoyen travaillera avec tous les partis politiques, les syndicats, les organisations de la société civile à ménager le départ du chef de l'Etat. Nous ne sommes pas dans une monarchie. Cette conspiration ne marchera pas », prévient Sékou Koundouno, coordinateur du Balai citoyen. Les leaders politiques de l'opposition, dont Cellou Dalein Diallo, Faya Milimono et Lansana Kouyaté, ont appelé à soutenir le mouvement Balai citoyen, comme l'explique Ibrahima Kalil, secrétaire du Parti de l'espoir pour le développement national (PEDN) de Lansana Kouyaté : « Nous sommes contre les frondeurs. S'il a l'intention d'un troisième mandat, il se trompe. Il partira avec cette intention. Il n'y aura jamais en Guinée un troisième mandat. Après ces deux mandats, ce qui est sûr et certain, c'est qu'Alpha



Condé va partir d'une manière ou d'une autre ». Les huit autres conseillers de la Cour constitutionnelle ont

affirmé, dans un communiqué, avoir destitué Kéléfa Sall de ses fonctions de président. Ce que dénoncent

des magistrats et le barreau guinéen.

Source Rfi Afrique

Quotidien émergence

1^{er} Quotidien Bilingue Privé
au Cameroun

Disponible
dans vos Kiosques
Tous les Jours



- Une information de qualité
- Des analyses percutantes
- Un réseau d'abonnés
- Des bureaux dans les 10 régions
- Une imprimerie moderne

Lisez et faites Lire